

## Schengen/Dublin : de nombreux atouts pour la Suisse

*par Chantal Balet Emery, responsable romande d'économiesuisse*

Plus de sécurité grâce à une meilleure coopération policière avec l'UE : voilà à quoi nous fait penser l'accord sur Schengen et Dublin. C'est naturel, car cet accord a été voulu par nos responsables de la sécurité dans le but de renforcer l'efficacité de nos policiers et de nos gardes-frontières. On débat en revanche moins des avantages de cet accord bilatéral dans le domaine économique. Pourtant les bénéfices que la Suisse peut en attendre sur ce plan ne sont pas des moindres.

### La sécurité, une importante condition cadre

Une économie saine ne peut se développer que dans un contexte où la sécurité des personnes et des biens est assurée. Le niveau de sécurité en Suisse est relativement élevé, et c'est tant mieux. Mais la sécurité n'est pas un don du ciel. Elle nécessite des efforts importants. Il est notamment essentiel que les moyens à disposition soient réadaptés sans cesse aux menaces nouvelles. On sait que la criminalité moderne s'organise en réseaux internationaux. Rester le seul pays d'Europe hors de l'Espace Schengen serait dès lors un risque pour la sécurité de notre pays. Schengen nous permet de participer à l'Europe des polices.

### Le visa Schengen : une chance pour le tourisme...

Actuellement un touriste chinois, indien ou russe qui visite l'Europe a besoin de deux visas : un visa Schengen, valable pour tous les pays de l'UE, et le visa suisse. Cette exigence administrative est dissuasive pour notre tourisme : cela représente du temps, des coûts et des démarches supplémentaires sans rien apporter en terme de sécurité. Les professionnels de la branche réclament de longue date le visa Schengen. C'est d'autant plus important que les pays concernés, notamment la Chine et l'Inde, représentent des marchés touristiques en pleine expansion. Notre pays accueillerait volontiers ces milliers de nuitées supplémentaires.

### ... et ses centres de Congrès

Rester hors de Schengen est aussi dissuasif pour la promotion de notre pays comme centre de congrès. Un Russe qui participe à un congrès à Genève n'a en effet pas le droit de se rendre à Annecy pour y passer la soirée, ni de faire une escapade à Chamonix! Voilà qui ne renforce pas les arguments de nos offices de tourisme. Cette question est importante pour un centre de congrès de renommée mondiale comme Genève.

### Un régime stable à nos frontières

Hors de Schengen, notre pays n'est pas à l'abri de décisions étrangères intempestives en matière de contrôles aux frontières. Que l'Allemagne décide d'intensifier les contrôles douaniers, comme elle l'a fait à Bâle au printemps 2004, et c'est très rapidement toute l'économie suisse qui s'asphyxie. L'Accord sur Schengen permet de définir clairement le régime de contrôle à nos frontières, qui ne seront plus considérées comme des frontières extérieures de Schengen.

### **Un atout pour les multinationales**

Le visa Schengen sera également un atout pour nos grandes entreprises, notamment pour les multinationales. Actuellement des employés venant d'outre-mer doivent demander un visa Schengen pour pouvoir se rendre dans le reste de l'Europe, p.ex. pour visiter la succursale de leur société depuis le siège en Suisse. Avec Schengen/Dublin, finies ces tracasseries administratives : ces personnes pourront circuler sans entrave pour 3 mois dans toute l'UE.

### **Le secret bancaire renforcé**

L'accord avec l'UE sur Schengen/Dublin ancre, pour la première fois, le secret bancaire suisse dans un acte international. C'est un vrai exploit de nos diplomates ! Comme le dit Xavier Oberson, professeur de droit fiscal à l'Université de Genève : « [...] *la Suisse a obtenu que le secret bancaire soit bétonné en matière d'impôts directs, ce que garantit Schengen* ». Il serait absurde de renoncer à cette belle occasion de renforcer notre place financière.

On le voit ; les avantages de Schengen/Dublin sont nombreux, sur le plan de la sécurité comme sur le plan économique. C'est pour cette raison que les entreprises suisses diront Oui à Schengen/Dublin le 5 juin.